



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

TotalEnergies

Question au Gouvernement n° 1809

Texte de la question

TOTALENERGIES

**Mme la présidente** . La parole est à M. Alexandre Sabatou.

**M. Fabien Di Filippo** . Le chef du Gouvernement ne devrait pas quitter l'hémicycle, comme il est en train de le faire, avant la fin des questions au Gouvernement ! C'est ça, aussi, le respect !

**M. Alexandre Sabatou** . Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, a récemment indiqué dans la presse américaine qu'il envisageait de délocaliser la cotation boursière de l'entreprise de Paris à New York. Il dit en effet constater, depuis une dizaine d'années, une augmentation de la part de l'actionnariat nord-américain au détriment de l'actionnariat européen.

De nombreux investisseurs européens retirent en effet de leur portefeuille leurs actions Total afin de répondre aux contraintes des fonds d'investissement socialement responsables. Comble du paradoxe, la Banque de France elle-même a décidé de se retirer du capital de l'entreprise, alors que Total représente la quatrième cotation boursière du CAC40 !

Pendant que les États-Unis investissent massivement dans les énergies fossiles, qui restent le moteur de l'économie mondiale, en France, Total est pris en étau entre les critiques incessantes de l'extrême gauche et un gouvernement qui anticipe une disparition rapide des industries dépendant des énergies fossiles.

Ces critiques, bien que fondées sur des préoccupations environnementales légitimes, ne prennent pas en compte la complexité, pour une entreprise de cette envergure, d'aller vers des énergies plus propres dans un environnement concurrentiel mondial.

Cette menace de délocalisation boursière est donc à prendre au sérieux car qui nous dit que Total ne déménagera pas demain son siège social aux Pays-Bas ou au Luxembourg pour des raisons fiscales ?

Total a été créé après la première guerre mondiale par le Gouvernement pour assurer et garantir notre souveraineté énergétique ; c'est justement pour défendre cette souveraineté qu'il est intolérable que l'entreprise ne soit plus détenue par des actionnaires français.

Quels sont les plans du Gouvernement pour contrer cette menace ? Laisserons-nous le contrôle de nos joyaux nationaux passer entre des mains étrangères, faute d'avoir su organiser l'épargne des Français et maintenir nos entreprises cotées en Bourse sous pavillon national ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie.

**M. Laurent Jacobelli**. Il n'a plus son Premier ministre...

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué chargé de l'industrie et de l'énergie* . Total, c'est plus de cent ans d'existence – la Compagnie française des pétroles, devenue depuis TotalEnergies, a été créée bien avant la guerre, en 1924.

**M. Jean-Philippe Tanguy**. Donc, comme on l'a dit, après la première guerre mondiale !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Elle est aujourd'hui très présente en France, en Europe et à l'international. C'est une entreprise française qui rayonne à l'extérieur de la France.

**M. Jean-Philippe Tanguy** . C'est une raison débile !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Elle compte environ deux fois plus d'employés, d'activités de raffinage et de production d'électricité hors de France qu'à l'intérieur du pays.

**M. Jean-Philippe Tanguy** . Ah ? Il n'y a pas de puits de pétrole en France ? On en apprend des trucs !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Ce joyau français a son siège social en France, est coté en France et rayonne à l'international ; il ne serait sans doute plus basé en France si vous et vos amis, monsieur Tanguy, étiez au pouvoir. (*Protestations sur les bancs du groupe RN. – M. Rémy Rebeyrotte applaudit.*)

**M. Jean-Philippe Tanguy** . Il n'a rien à dire !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Vous êtes d'un prévisible, monsieur Tanguy !

**M. Jean-Philippe Tanguy** . C'est une plaisanterie ! C'est zéro !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Il y a douze ans, 33 % des actionnaires de Total étaient américains et 45 % provenaient de l'Union européenne. C'est aujourd'hui l'inverse : environ 47 % des actionnaires sont américains, alors que 34 % viennent de l'Union européenne ;...

**M. Jean-Philippe Tanguy**. On sait lire !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . ...je le regrette. (« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe RN.) Cela démontre néanmoins que des actionnaires internationaux s'intéressent, encore et toujours, à la France.

**M. Jean-Philippe Tanguy** . C'est ça votre réponse ?

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Vous l'aurez noté, mes réponses sont constantes : si nous n'avions pas voté toutes les mesures que nous avons votées, les actionnaires internationaux, quel que soit le parti au pouvoir, auraient quitté la France depuis longtemps.

**M. Jean-Philippe Tanguy** . Mais ils sont en train de la quitter !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . Pour aller plus loin et attirer davantage d'actionnaires européens dans le capital de TotalEnergies,...

**M. Jean-Philippe Tanguy** . Il faut des actionnaires français !

**M. Roland Lescure**, *ministre délégué* . ...il faut faire l'union des capitaux (*Applaudissements sur quelques*

bancs des groupes RE et Dem) – que vous détestez ; il faut renforcer la capacité de l'Europe à investir dans les entreprises françaises et internationales ;...

**M. Jean-Philippe Tanguy.** Zéro !

**M. Roland Lescure, ministre délégué** . ...il faut faire en sorte que l'Europe soit une grande puissance, notamment dans le secteur des énergies renouvelables, celles que vous détestez et dans lesquelles TotalEnergies investit beaucoup. Vive TotalEnergies et vive la France ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

**M. Jean-Philippe Tanguy.** En dessous de zéro !

**Mme la présidente** . La parole est à M. Alexandre Sabatou.

**M. Alexandre Sabatou** . Monsieur le ministre, vous n'avez pas répondu à une question pourtant simple ! Nous avons perdu Technip et Alcatel, entre autres grandes entreprises, et vous êtes incapable de nous répondre sur le fond. Vous avez évoqué une épargne française considérable : utilisez-la à bon escient pour sauvegarder notre souveraineté ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

### Données clés

**Auteur** : [M. Alexandre Sabatou](#)

**Circonscription** : Oise (3<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1809

**Rubrique** : Entreprises

**Ministère interrogé** : Industrie et énergie

**Ministère attributaire** : Industrie et énergie

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 1er mai 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2024